



groupe  
**Socialiste et  
Démocrate**  
région auvergne-rhône-alpes



## Subvention régionale au château de Saint-Vidal Pourquoi tant d'opacité ?

Lyon, le 12 Février 2019

Lorsque l'argent public est en jeu, le minimum que l'on puisse attendre, c'est la transparence, les informations les plus exhaustives possibles sur les projets financés. Or, dans le financement du château de Saint-Vidal, le manque d'information et l'opacité sont la règle. Il y a pourtant certaines zones d'ombre dans ce dossier qui mériteraient d'être éclaircies.

En premier lieu, pourquoi l'association pour la valorisation du Velay Auvergne et Gévaudan n'est-elle pas propriétaire du château de Saint-Vidal ? Aujourd'hui, le propriétaire du château, Monsieur Vianney d'Alençon, est dans le même temps le président de cette association. Nous sommes dans un mélange des genres qui n'est pas acceptable. Car, en clair, ce sont les intérêts directs et personnels du M. Vianney D'Alençon qui se retrouvent ainsi valorisés grâce au financement public. **Cela s'appelle une prise illégale d'intérêt.** Il affirme n'être guidé que par l'objectif de faire vivre le château et d'organiser des spectacles ? La solution est toute trouvée : **Monsieur Vianney d'Alençon doit céder cette propriété à l'association.** La Région doit elle-même l'exiger ou renoncer à cette subvention.

En second lieu, nous avons appris par voie de presse que le propriétaire du château de Saint-Vidal envisage la transformation d'une partie de la forteresse en un hôtel 5 étoiles équipé de bains médiévaux. Là encore, les conseillers régionaux n'ont aucune information sur ce projet. Ici, il ne s'agit plus de préservation du patrimoine et de culture historique, mais bien de générer un business conforté par les réalisations permises par les subventions publiques. **Soyons clairs, si cette information s'avère exacte, ce n'est plus un projet associatif que la Région s'apprête à soutenir mais bien un projet entrepreneurial à part entière, au bénéfice exclusif de Monsieur Vianney d'Alençon, qui compte sur le spectacle pour lui apporter des clients.** Nous avons demandé au Président de Région des précisions sur la nature du projet qui sera soutenu par la Région, précisions que nous attendons toujours.

Vu le flou qui entoure ce dossier, nous avons demandé par courrier au Président Wauquiez des réponses précises à nos questions ainsi que le retrait de cette subvention de l'ordre du jour de la Commission permanente du 15 février prochain. Si elle devait être votée en l'état, nous étudierions toutes les pistes pour lutter contre ce mélange des genres. Nous ne céderons rien sur la transparence et la bonne utilisation des deniers publics.



**Jean-François DEBAT**  
Président du groupe Socialiste & Démocrate